



Communiqué de Presse

SORTIE DU RAPPORT : « DEFENSE D'AIDER ? COMMENT LES INSTITUTIONS FINANCIERES ENTRAVENT L'ACTION HUMANITAIRE EN SYRIE »

Les associations humanitaires seront-elles encore autorisées à apporter de l'aide à la population civile syrienne dans les mois à venir ?

La question se pose alors que 70 Etats et 20 organisations internationales se réunissent ce jeudi 26 avril, à Paris, à l'occasion de la conférence internationale de lutte contre le financement de Daech et Al Qaeda.

Depuis 2014, l'action humanitaire vers la Syrie est gravement entravée par le renforcement de la lutte contre le financement du terrorisme. Pour éviter tout problème avec les autorités, les banques et organismes de paiement utilisent l'excuse du principe de précaution stricte pour éviter au maximum les transactions en lien avec la Syrie.

Après avoir été alerté de blocages financiers injustifiés et répétés par plusieurs associations franco-syriennes pacifiques et démocratiques, le Collectif de développement et Secours Syrien (CODSSY) et trois de ses associations membres (ASML/Syria, INS et Women Now for Development) ont mené une enquête pendant trois mois afin d'établir l'ampleur du phénomène.

Le constat est édifiant :

- 96% des associations interrogées sont concernées par les blocages ;
- 80% font ou ont fait face à des refus catégoriques de service ;
- 72% sont victimes de retards et rejets de virements à l'international.

Si la vigilance des banques est indispensable dans la lutte contre le financement du terrorisme, cet objectif ne doit pas rendre impossible les actions humanitaires, de développement et le soutien à la société civile.

L'application abusive du principe de précaution conduit à une situation inique et contre-productive, qui va à l'encontre des intérêts stratégiques de la France et de la lutte contre le terrorisme.

« Agir pour le pays en Syrie, c'est agir pour le peuple syrien, mais c'est aussi nous protéger tous du terrorisme islamiste (...) Nous devons ainsi tous nous protéger en unissant nos forces » Emmanuel Macron, devant les Nations-Unies, le 19 septembre 2017

Les idéologies des groupes extrémistes islamistes ne pourront être défaits sans s'attaquer aux racines du mal que sont la pauvreté, l'analphabétisme ou encore le sentiment d'injustice, partagé par un nombre croissant de personnes victimes d'exactions au vu et au su de la communauté internationale.

[Lire le rapport](#)